

IDÉES

IRAK

Abou Moussab al-Zarqaoui: mort d'un terroriste, naissance d'un martyr

SAMI AOUN

Professeur titulaire au département d'histoire et de sciences politiques de l'Université de Sherbrooke et chercheur associé à la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal

SIMON LAROUCHE

Candidat à la maîtrise en histoire à l'Université de Sherbrooke

Les intégristes sunnites le pleurent, les libéraux musulmans sont soulagés et les chiïtes sont en liesse. Pourtant, la mort du Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, résistant islamiste le plus recherché d'Irak, ne sonne pas le glas de la violence et des tueries. Certes, la paix n'est pas pour demain. Mais cet événement marque peut-être le début d'une nouvelle phase dans le conflit irakien, période au cours de laquelle le pays aura une autre occasion de se stabiliser. Les Irakiens et Washington sauront-ils tirer avantage de cette situation?

L'ambition d'un moudjahidin

Abou Moussab al-Zarqaoui, de son vrai nom Fadel Nazzal al-Khalayleh, est né le 20 octobre 1966 dans une famille modeste à Zarqa, ville pauvre de Jordanie peuplée de réfugiés palestiniens. Dès sa jeunesse, il participe aux derniers moments de la lutte contre l'Union soviétique aux côtés des moudjahidines à la fin des années 80 en Afghanistan. Déçu par la guerre fratricide au sein des islamistes afghans, il rentre amer dans son pays natal, où les autorités l'emprisonnent de 1996 à 1999 pour des activités terroristes.

À sa libération, Zarqaoui entame une période de pérégrinations au cours de laquelle il prend contact avec des membres d'al-Qaïda. C'est toutefois l'invasion américaine de l'Irak en 2003 qui lui permet de s'élever au rang de grand combattant islamiste.

Zarqaoui n'est pas un idéologue. Il s'impose plutôt par les armes. À cette époque d'ailleurs, le fondateur d'al-Qaïda, Oussama ben Laden, hésite à lui confier la responsabilité du djihad en Mésopotamie. Il est après tout un rebelle difficile à diriger et souvent critiqué pour ses actions brutales.

Ben Laden en fait néanmoins son lieutenant. Zarqaoui devient alors le symbole d'al-Qaïda en Irak. Il organise de nombreux assassinats et attentats, notamment le bombardement du quartier général de l'ONU (août 2003, 23 morts), des assauts contre des églises chrétiennes et des attaques coordonnées contre des mosquées chiïtes (mars 2004, 181 morts). Il réussit à déjouer plus d'une fois les stratèges américains en les engageant dans une guerre asymétrique.

La brutalité comme carte de visite

L'islamiste radical jordanien se démarque aussi par sa brutalité contre les musulmans chiïtes. Selon lui, ils sont de faux musulmans qui ne respectent pas les préceptes de l'islam (*rafida*). Il contribue à la «vietnamisation» du conflit en touchant une corde sensible de la société irakienne: son caractère pluriethnique et plurireligieux. Il exacerbe la discorde entre les communautés chiïtes et sunnites (la Fitna) en s'attaquant à d'importants symboles chiïtes (la Mosquée d'or de Samara, février 2006).

Son image antichiiite lui a permis de renforcer de nombreux appuis dans le monde arabo-sunnite, notamment parmi ceux qui craignent la montée du «croissant chiïte», zone qui s'étend de l'Irak au Liban en passant par l'Irak. Il est donc perçu d'un côté comme le défenseur du pouvoir arabo-sunnite et de l'autre comme un psychopathe sanguinaire prêt à tuer ses «frères» musulmans pour parvenir à ses fins.

Le jeu de Zarqaoui s'est toutefois retourné contre les Arabes sunnites. Ses actions ont en effet affaibli leur influence. De son côté, l'Irak chiïte a fait de grandes avancées en sol irakien, accroissant ainsi considérablement sa sphère d'influence au détriment, notamment, des États de la Ligue arabe.

Depuis les derniers mois, Zarqaoui a commis de nombreuses erreurs qui ont compromis certains de



Zarqaoui n'était pas un idéologue. Il s'imposait plutôt par les armes. En Irak, les forces de la coalition avaient mis sa tête à prix.

ses appuis dans la communauté sunnite irakienne. Il a tué quelques chefs tribaux arabo-sunnites engagés dans la stabilisation du pays. Pour plusieurs de ses alliés, il était dès lors allé trop loin, ce qui a fait de lui un leader en déclin de la résistance.

De plus, il a commis de graves erreurs envers la Jordanie en préparant notamment le triple attentat dans des hôtels d'Amman en novembre 2005 (60 morts). Se sentant menacée par al-Qaïda, la monarchie jordanienne a riposté en épaulant les États-Unis dans leur mission en Irak.

Trois courants

La mort de la figure de proue de la résistance irakienne marque le début d'une nouvelle période. Toutefois, celle-ci ne transformera pas les dynamiques profondes du conflit en Irak. La résistance est solidement enracinée. Elle ne se résume pas au seul mouvement de Zarqaoui. Il existe en réalité trois principaux courants.

Il y a premièrement la résistance arabo-sunnite, animée par des objectifs patriotiques et qui souhaite le départ immédiat des Américains. Il y a ensuite les partisans de Saddam Hussein, frange agressive de la résistance, qui cherchent à récupérer les privilèges dont ils jouissaient sous le régime du parti Baas.

Enfin, il existe une résistance chiïte en Irak qui prend forme autour du chef Moqtada Sadr. L'opposition est toutefois circonscrite par la figure prédominante de l'ayatollah Ali al-Sistani, leader religieux de premier plan. Sistani rejette en effet l'usage de la violence contre les Américains afin de consolider le pouvoir de la majorité chiïte, opprimée depuis la création de l'Irak, en 1921.

La résistance en Irak a donc plusieurs têtes. L'avenir de la stabilité irakienne dépend en réalité des États-Unis, des puissances régionales qui entourent l'Irak et surtout de la performance du nouveau gouvernement irakien.

Les États-Unis ont laissé de côté les discours

triumphalistes au profit de la prudence devant la mort de Zarqaoui. Ils sont conscients de l'enracinement de la résistance. Ce nouvel épisode du conflit irakien survient à un moment de convergence entre l'Irak et les États-Unis. Les tensions entre les deux pays s'atténuent dans le dossier nucléaire iranien mais aussi en ce qui concerne l'avenir de l'Irak. Les deux rivaux ont un intérêt commun en faveur d'une stabilisation du pays et du succès du nouveau gouvernement irakien de Nouri al-Maliki.

Parallèlement, les différents États du monde arabe, notamment l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et l'Arabie Saoudite, ont de moins en moins d'intérêts dans la fragilité de l'ordre politique irakien. Le régime syrien est assuré de sa survie après le recul de la menace américaine. Il a maintenant intérêt à réévaluer sa complexité avec les insurgés irakiens.

L'élimination de Zarqaoui coïncide également avec la nomination des ministres manquants au sein du nouveau gouvernement irakien, ceux de la Sécurité nationale, de la Défense et de l'Intérieur. Cette formation complétée est maintenant satisfaisante à la fois pour les chiïtes et les sunnites, qui ont maintenant l'occasion de consolider leur partenariat à la tête du pays et de mettre fin aux luttes interethniques et interconfessionnelles.

L'avenir de l'Irak demeure néanmoins incertain. Il reste à voir si les États voisins donneront un répit à la légitimité naissante du nouveau gouvernement irakien: s'abstiendront-ils de mener une guerre interposée sur son territoire?

L'administration Bush est quant à elle devant l'occasion de mettre en branle une stratégie de sortie ou, à tout le moins, un redéploiement de ses troupes. Elle doit éviter son enlisement dans le bourbier irakien et s'ouvrir aux intérêts des autres puissances régionales et internationales au Moyen-Orient. Un tel changement d'attitude permettrait d'apaiser les craintes envers les intentions américaines de domination et d'accaparement des ressources irakiennes.

ENVIRONNEMENT

Kyoto, un vaste complot socialiste?

PIER-ANDRÉ BOUCHARD
ST-AMANT

Candidat à la maîtrise en sciences économiques à l'Université du Québec à Montréal

Aécouter le gouvernement fédéral justifier son comportement en ce qui a trait au protocole de Kyoto, on ne peut s'empêcher de trouver dans son discours (diffusé) que des arguments insipides.

Le plus flagrant est la démonstration selon laquelle les mesures volontaires de Kyoto sont inefficaces. Citons l'exemple du «populaire» défit d'une tonne. En soi, je ne doute pas que cet élément puisse être inefficace à grande échelle. C'est comme demander poliment aux fumeurs de cesser de fumer dans les bars...

Mais Kyoto n'est pas qu'une série de mesures volontaires, et ce qui est porteur de résultats, c'est la bourse de carbone. À jouer publiquement la carte des mesures individuelles, on est porté à croire que le gouvernement cherche à faire oublier les mesures plus coercitives pour les industries polluantes.

Une bourse efficace

Rappelons que la bourse de carbone visait essentiellement à obliger les industries polluantes à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre sous un certain seuil. Par quel moyen? Celui qui coûte le moins cher!

En résumé, une entreprise polluante peut choisir entre réduire ses propres émissions ou acheter des crédits de réduction de carbone d'une autre entreprise non réglementée. Elle peut ainsi transiger sur la bourse de carbone des réductions au prix le plus bas possible. Qu'importe si les réductions des émissions de gaz à effet de serre ne proviennent pas directement d'une usine polluante: le fait d'en acheter d'une usine qui réduit de manière permanente ses émissions abaisse le niveau global de pollution au Canada.

Autrement dit, le mécanisme n'a de coercitif que le résultat et non le moyen.

Tout porte à croire qu'une bourse environnementale est efficace. Un tel marché d'échange avait été mis en place aux États-Unis pour réduire les émissions de pluies acides. Plus précisément, l'objectif consistait à réduire de 12 millions de tonnes les polluants dans l'atmosphère par rapport aux émissions projetées. Résultat: une réduction de 12,3 tonnes des émissions. Malgré quatre années de retard pour atteindre cet objectif, le résultat est exemplaire.

Du côté européen, on voit également les résultats. En 2005, 395 millions de tonnes ont été achetées sur le marché, pour une valeur de 13,2 millions de dollars. C'est au minimum 395 millions de tonnes de moins dans l'atmosphère. En une année, c'est supérieur à l'objectif canadien!

Le Canada est prêt

Se demander si le Canada est prêt revient à se demander si le marché l'est. Signalons que la Bourse de Montréal est prête à transiger les crédits de carbone. Il y a donc un acteur d'expérience pour organiser le marché. On voit également apparaître des firmes comme CO₂ Solution, qui se spécialisent dans la détermination de réductions potentielles. Dans le secteur agricole, on voyait même des «agregateurs» de carbone chercher à revendre les absorptions possibles par les champs.

Et c'est sans compter les technologies «vertes» qui pourraient agir comme substitués. À titre d'exemple, les revenus de crédits de Kyoto d'une usine de production de biodiesel permettraient de couvrir les dépenses en capital de l'usine en deux ans, sans même compter les revenus du biodiesel! Il va sans dire que cela a un impact sur les décisions des investisseurs.

Du côté des pollueurs, leur demander s'ils sont prêts à acheter des crédits de carbone revient à demander au condamné s'il est prêt à aller sur la chaise électrique: il est prêt, mais il a toujours une dernière requête...

En fait, la principale chose qui manque pour lancer la bourse de carbone canadienne est le signal «légal» gouvernemental déterminant la liste des pollueurs et leurs niveaux de réductions. Le lobby mené auprès du gouvernement fédéral semble réussir puisque cette liste, si elle existe, ne sera jamais publiée.

À l'heure actuelle, la demande pour le pétrole rend la production albertaine très attrayante pour les marchés mondiaux et cause de l'inflation dans l'Ouest, ce qui entraîne la hausse des taux d'intérêt. Pour la même raison, le taux de change est affecté à la hausse par une telle demande. Mais cette suractivité économique ne profite pas à l'Est, où les secteurs d'exportation subissent le contrecoup du taux de change. Conséquences: mises à pied probables, réductions de salaire ou les deux à la fois.

Kyoto obligerait certainement les producteurs de pétrole à réduire leurs émissions parce qu'ils sont responsables de 70 % des gaz à effet de serre. Ainsi, il y aurait une hausse de la demande pour les crédits de carbone. Et c'est le Québec et l'Ontario qui pourraient en fournir davantage en la matière.

Par exemple, il y a 3000 MW d'éolien en cours de construction au Québec, ce qui a une valeur importante en matière de crédits de carbone à vendre. Dans l'appel d'offres éolien d'Hydro-Québec, cette société d'État s'assure justement d'être le propriétaire de ces crédits. Ce serait donc le gouvernement du Québec qui profiterait de cette vente. Cet exemple illustre le fait que le marché du carbone permet au gouvernement du Québec de profiter d'une forme verte de péréquation sur le pétrole!

Alors, pourquoi le gouvernement fédéral est-il contre? Base électorale et engagements d'abord. Convictions idéologiques de certains députés ensuite. À cet effet, rappelons les propos de Bob Mills, ancien critique des conservateurs en matière d'environnement, qui affirmait que «Kyoto est un vaste complot socialiste». En somme, les arguments d'inefficacité ne pointent pas du côté du marché ou de l'environnement. Ils semblent plutôt nous orienter du côté politique.

La politique du vide

PHILIPPE BERNIER ARCAND

Étudiant à l'École d'études politiques de l'université Queen's

Autrefois, les politiciens entraînaient en politique pour défendre leurs idées. De nos jours, les politiciens ne semblent avoir aucune autre ambition que celle de représenter leurs électeurs. Les idées deviennent donc secondaires. On a l'impression que la politique n'est devenue qu'une rivalité d'individus alors qu'elle devrait aussi être un débat d'idées et d'opinions.

Il en a été de la politique comme des têtes dans les mains des Jivaros: elle a été réduite.

Pour s'en convaincre, il suffit d'observer les campagnes de séduction politique que mènent actuellement le péquiste André Boisclair au Québec et la socialiste Ségolène Royal en France. Quelles sont leurs idées? Pour le moment, on dirait qu'elles se résument à une page blanche. Eux-mêmes ne semblent pas vraiment le savoir. André Boisclair dit que ses idées sont celles des membres du Parti québécois alors que Ségolène Royal déclare ceci: «Mes idées sont les vôtres, vos idées sont les miennes...» On est en train d'oublier le rôle du politicien.

Imaginerait-on Winston Churchill déclarer en 1938 que son opinion sur les accords de Munich est celle des membres de son parti? Imaginerait-on le général Charles de Gaulle sur son blogue www.18juin.com demander aux Français ce qu'ils souhaitent? René Lévesque aurait-il pu donner de la crédibilité au projet de souveraineté du Québec si, au lieu de défendre les idées auxquelles il croyait, il s'était contenté d'être le miroir des divers courants d'idées souvent contradictoires des membres du Parti québécois?

Absolument pas! Ces hommes d'État avaient des convictions, les ont exprimées et ont agi en conséquence. Quant aux citoyens, ils ont parfois appuyé leurs idées et leurs projets et s'y sont parfois opposés aussi. Démocratie oblige.

«Modelable»

Le politicien d'aujourd'hui semble être devenu «modelable», sans idées ni convictions propres, prêt à modeler son programme pour l'adapter très exactement aux préférences de ses électeurs. Il analyse son électorat pour en déceler les attentes et lui offrir en conséquence un produit politique comme le ferait un publicitaire pour vendre des voitures, de la bière ou du dentifrice.

Les sondages et les études d'opinion, comme les études de marché des publicitaires, lui permettent de développer les idées et les concepts les plus porteurs pour construire sa stratégie de communication.

C'est toutefois oublier qu'un amalgame d'idées à la mode ne remplacera jamais un projet politique clair et cohérent qui donne priorité à l'intérêt général. Surfer sur les dernières tendances ne permet pas d'ériger un projet politique durable puisque, comme l'a dit le philosophe français Jean Guittton, «être dans le vent, c'est avoir un destin de feuilles mortes». Les démocrates finiront par souffrir de l'absence de grands leaders.

Un politicien dont les idées vont radicalement à l'encontre de l'opinion du plus grand nombre, que Platon appelait déjà un «monstre», court tout droit à l'échec. Et personne ne peut reprocher à un politicien de vouloir être élu ou réélu.

En revanche, un politicien qui n'ose pas affirmer ses idées et ses opinions et qui se contente de refléter celles de la population rend son rôle inutile. Le rôle du politicien, au contraire, consiste à dire ses convictions avant les autres, mieux que les autres et parfois même contre les autres. Après tout, bâtir une politique à partir des seuls desirs de ses électeurs, n'est-ce pas ce qui est plus communément appelé de la démagogie?

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communis Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (reluctes), Renée Léo Guimont et Serge Paquin (reluctes surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélaïr (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny (pupitre), Philippe Papineau (surnuméraire), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraire); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornéliier et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisc (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marilyse Hamelin (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (communis). La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Micheline Ruelland, Nadia Sebai, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Tremblay (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zematis, Olivier Zuida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAVAIL Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Carole Simard (responsable service à la clientèle, par intérim), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION François Bisson (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.